

**Matteo Fiorini,**

Institut universitaire européen, Florence

**et Bernard Hoekman,** Institut universitaire européen,  
Florence, et Centre for Economic Policy Research

# Politique en matière de commerce des services et Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est résumé en 17 objectifs de développement durable (ODD). Ces 17 grands objectifs vont de la réduction de la pauvreté à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement. Ils visent tous les pays, aussi bien les pays à revenu élevé que les pays en développement.

Les services peuvent contribuer à la réalisation des ODD par le biais d'au moins deux mécanismes (Helble et Shepherd, 2019). L'un d'eux est la croissance économique. La réalisation de nombreux ODD nécessitera l'augmentation du revenu par habitant. Les services représentant les deux tiers ou plus du PIB total dans la plupart des économies, l'augmentation du revenu par habitant est liée à l'amélioration de la productivité des activités de services. L'autre mécanisme est plus direct. De nombreuses cibles spécifiques associées aux ODD incitent à améliorer l'accès aux services ou la qualité des services. En effet, nombre d'ODD et de cibles qui leur sont associées mentionnent des services spécifiques. Par exemple, les services financiers sont cités dans le contexte de l'ODD 1 (« Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde »), puisqu'un meilleur « accès [à] ... des services financiers ..., y compris la microfinance » est identifié comme une cible spécifique. L'accès aux services financiers est mentionné comme un instrument pour « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable »

(ODD 2) ; « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge » (ODD 3) ; « promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » (ODD 8) ; et « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » (ODD 9).<sup>2</sup>

Le commerce et l'investissement sont des instruments qui permettent d'améliorer l'accès à des services de meilleure qualité, plus variés et meilleur marché, et qui peuvent potentiellement améliorer les résultats des secteurs des services nationaux grâce à la pression de la concurrence et à des externalités de connaissances. En conséquence, les politiques en matière de commerce des services et d'investissement ont un rôle à jouer dans les efforts déployés en vue de réaliser un grand nombre des ODD. Fiorini et Hoekman (2018a) montrent que des politiques plus ouvertes en matière de commerce des services sont associées à une plus grande disponibilité de (un meilleur accès à) plusieurs services qui figurent en bonne place dans plusieurs ODD et dans les cibles connexes, y compris non seulement les services financiers, mais aussi les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les services de transport. Compte tenu du caractère incorporel des services, les fournisseurs étrangers doivent générer au moins une partie – et souvent plus – de la valeur ajoutée de leur activité économique dans le pays importateur

(de consommation). Cela signifie qu'il y aura souvent une dimension liée à l'investissement dans l'amélioration de l'accès aux services. Une conséquence est que les fournisseurs étrangers seront affectés par l'environnement économique local, de telle sorte que l'ampleur des effets positifs potentiels d'un régime de commerce et d'investissement plus ouvert pourra dépendre de la qualité des institutions dans le pays importateur (Beverelli *et al.*, 2017).

On sait depuis longtemps que le commerce et la politique commerciale constituent un moyen de mettre en œuvre le développement durable. Or le libellé des ODD a tendance à mettre l'accent sur les mesures qui visent à faciliter ou à promouvoir les exportations de marchandises des pays en développement. C'est trop limité. Il conviendrait de mettre aussi l'accent sur les politiques qui affectent le commerce des services et les investissements entrants réalisés par les fournisseurs de services, car ils peuvent avoir une influence sur la disponibilité et la qualité d'un éventail de services pertinents pour certains ODD. Il est tout aussi important que l'attention plus grande dont la politique en matière de commerce des services fait l'objet soit accompagnée d'efforts visant à améliorer la qualité de la réglementation sectorielle ainsi que la gouvernance économique. Ces éléments aideront à déterminer dans quelle mesure le commerce et l'investissement dans le domaine des services peuvent contribuer à progresser vers la réalisation des ODD.